

Un mois encore, et une quatrième lettre disait ;
 " Chère bonne maman, je suis caporal. J'ai gagné le premier grade, le bout du bâton de maréchal,—si l'on faisait encore des maréchaux ! Si tu voyais les deux belles sardines rouges sur les manches de ma capote, tu mettrais tes lunettes pour les mieux admirer. L'effet en est superbe. Ma blessure,—finie, guérie, oubliée !"

— Caporal ! il est caporal ! Et sa blessure guérie ! Remercions Dieu qui le protège, dit la brave femme.

Et les joues de la dame aux cheveux blancs s'em-pourprèrent à la lecture de la cinquième lettre, ainsi conçue :

" Mère adorée, saluez, je vous prie, — ou plutôt, embrassez bien vite et bien fort, — par la pensée, hélas ! — votre fils, car il mérite votre amour et le respect de tous. Il a reçu ce matin, du général en chef, la médaille militaire !— Mère, tu trouveras dans cette lettre un bout de ruban jaune liséré de vert. C'est ta part de ma décoration. Ne dois-je pas tout partager avec toi ? . . .

Or, écoutez bien la fin de mon histoire :

La maman était vieille, bien vieille, je l'ai dit déjà, et les soucis de la vie l'avaient fatiguée. Elle s'éteignit le lendemain de la réception de la dernière lettre de son fils chéri, — calme, résignée, chrétienne, docile et pleine de foi.

Et à tous ceux qui pleuraient à son chevet, — car elle avait, dans sa longue carrière, toujours été bonne et beaucoup la chérissaient, qui vinrent l'assister à ses derniers moments, — à ceux-là, elle disait, d'une voix douce comme celle des anges qu'elle allait voir :

— Ce qui me fait le plus de peine, c'est de me séparer pour toujours, et sans l'embrasser encore, de mon Pierre bien-aimée. . .

Elle mourut avec ce regret : un sourire triste aux lèvres, avec un soupir dernier et un tressaillement de tout son être, et la bonne vieille dame fut au ciel.

Et là dut commencer pour elle la joie ineffable, avec une surprise que nul n'aurait pu prévoir.

Elle y trouva l'enfant tant aimé, tout ce qu'elle avait regretté en quittant la terre.

Car les événements relatés dans les quatre dernières lettres avaient eu lieu en un seul jour. Pierre avait combattu, s'était conduit en héros, avait été blessé, nommé caporal et décoré de la médaille militaire, — dans la même journée.

Mais le soir, il avait succombé à sa blessure.

Et, au premier moment d'agonie, sachant que l'annonce de sa mort tuerait celle qui l'attendait, il avait écrit quatre lettres courtes et brèves, — car sa main se fatiguait et il se sentait faiblir, — et les avait confiées à son officier de peloton, qui l'aimait beaucoup, en le priant de les faire parvenir, de mois en mois, à sa vieille mère, au visage adoré et souriant, qu'encadrerait une admirable chevelure d'argent, sublime stratagème auquel la bonne dame dut de vivre cinq mois encore, heureuse et fière de son fils, qui l'attendait au ciel assurément.

Car, entre nous, ami lecteur, je ne croirai jamais que le Seigneur ait, au brave enfant, au fils dévoué, compté comme un péché son admirable mensonge.

ALPHONSE BOUBERT.

PAR-CI PAR-LÀ

La dernière séance du conseil municipal a été orageuse. On a beaucoup parlé, mais, absolument rien fait. Par contre, la galerie s'est fort amusée. On a bien ri lorsque l'échevin Préfontaine, d'un ton scandalisé, a laissé croire que ses collègues étaient susceptibles de corruption.

Il y avait de quoi !

L'échevin Jacques se plaint que le nombre des mendiants grandit. C'est donc que la misère augmente. Alors, donner de l'ouvrage. Faites quelque chose pour venir en aide aux indigents, c'est votre devoir ; ou ayez au moins la décence de vous taire.

N'imités pas la conduite de M. Saller qui représente le quartier des richards. Pensez plutôt, M. Jacques, que dans votre quartier les pauvres ne manqueront pas l'hiver prochain.

C'est déjà assez de mendier, sans que ceux qui sont en bonne partie coupables de cet état de chose vien-

nent vous lancer l'injure à la figure. Chassons les bohémiens qui parcourent les rues depuis quelques semaines, mais ayons plus de compassion pour ceux qui, manquant de travail, vont, tout honteux, tendre la main.

Un peu d'indulgence, monsieur l'échevin, pour ceux qui ne peuvent avoir toujours du pain sur la planche !

L'affaire Naud-Dubois n'est pas encore terminée. On signe en ce moment une requête priant le conseil municipal de réintégrer Naud dans ses fonctions de capitaine du poste des pompiers No. 8. Il se peut que le conseil intervienne dans ce différend, mais nous en doutons. Il s'en rapportera à la décision du chef de la brigade.

L'Union de Baltimore pour le bien public a décidé la création dans chaque ville des Etats-Unis de groupes de progrès social pratique. Il a été entendu qu'on ne s'occuperait que de questions pratiques en dehors des opinions religieuses ou politiques.

Les premières questions que l'on cherchera à résoudre sont : le *Su-ating system* (c'est-à-dire l'exploitation du travail), l'amélioration des maisons ouvrières, le travail des enfants, la réforme pénitentiaire, les réformes municipales, l'emploi des sans-travail etc.

On s'est taillé de l'ouvrage pour longtemps. Si c'est là comme ici, un seul article de ce programme peut les occuper pour la vie : nous voulons parler des réformes municipales.

Il paraît qu'on ne fait pas bon ménage à Ottawa. Certains membres de la famille libérale ont même abandonné le foyer.

La querelle après la noce, c'est mauvais signe. Il peut se faire qu'avant peu on demande le divorce pour incompatibilité d'humeur.

Sept ou huit personnes se disputent en ce moment l'honneur de défendre les armes du parti libéral dans le comté d'Hochelega. Comme l'élection n'aura pas lieu probablement avant le mois de novembre, les électeurs auront le temps de faire leur choix, et les aspirants de faire mousser leur candidature.

Les noms les plus en vue jusqu'à présent sont l'honorable E. Robidoux, M. l'échevin Grothé et M. Chs. Champagne. Ce dernier se réclame du fait qu'il a déjà représenté le comté et y a été défait en 1890.

Accordez vos violons, messieurs.

Les dépêches d'Ottawa rapportent que messieurs Bernier, Bruneau et Monette, députés au Parlement Fédéral, vont résigner leur mandat pour se présenter aux élections provinciales.

Ces messieurs en parlent bien à leur aise. On dirait des gens qui déménagent tous les six mois. Ils sont par conséquent mauvais locataires.

Pourquoi résigner ? Se reconnaissent-ils incapables de remplir la mission qu'on leur a confiée ? Ils ne pourraient mieux faire à Québec.

Nous n'avons pas de conseil à donner à ces honorables messieurs, mais nous croyons qu'ils feraient mieux de rester où ils sont. Comme anciens députés, ils auront une large part du patronage et rendront plus de services à leur comté.

Jusqu'à présent, M. Bruneau n'a pas eu à se plaindre. C'est dans son comté qu'on a fait le plus grand nombre de nominations, presque tous les anciens employés ayant été remplacés.

Les estimés du gouvernement libéral, y compris les estimés supplémentaires, dépasseront de deux millions les estimés présentés par les conservateurs à la dernière session.

Qu'en pense M. McMullen qui, pour cinquante sous, pouvait, sous le régime conservateur, ennuyer la Chambre pendant toute une séance ?

Autre temps, autres mœurs !

Mais c'est peut-être pour faire de grands travaux et donner de l'ouvrage aux ouvriers que l'on a ainsi augmenté le budget. Alors, l'hiver ne sera pas aussi dur qu'on le craignait.

Attendons.

On assure que les deux tiers des employés canadiens-français qui ont reçu leur congé, à Ottawa, ont été remplacés par des anglais.

Voilà votre œuvre, M. Tarte ! Ah ! nous comprenons maintenant cette touchante union de la presse anglaise pour féliciter le ministre des travaux publics.

Que nos compatriotes aillent chercher des places au Brésil, s'ils en ont besoin.

Ça ne regarde plus nos représentants. Les élections ne sont-elles pas terminées ?

Un mari rentre à six heures du matin.

Scène de l'épouse.

—Ma chérie, ne me gronde pas. Je te jure que j'assistais à une réunion publique.

—Et tu rentres à pareille heure ?

—Le président avait oublié de lever la séance.

LES SALAIRES ET LES HEURES DE TRAVAIL

EN ANGLETERRE

Les journaux anglais s'occupent en ce moment d'un très intéressant rapport, publié par le gouvernement britannique, sur les changements qui se sont produits dans le Royaume-Uni dans les salaires et les heures de travail, en 1894, spécialement.

Toutefois, il contient aussi les chiffres approximatifs pour 1895. Signalons de plus, qu'outre les personnes qui appartiennent au commerce ou à l'industrie, il s'occupe des ouvriers agricoles. Nous nous contenterons d'en résumer les conclusions principales.

De 1893 à 1895 les changements dans les salaires n'ont pas été très sensibles ; mais il est à noter que la catégorie des personnes ayant eu à subir une réduction est plus considérable que celle des personnes ayant bénéficié d'un accroissement de salaire.

Cette différence a été en s'accroissant de 1893 à 1895 : on constate par exemple, en 1893, que 36 p. c. des ouvriers dont les salaires ont éprouvé une variation, ont été augmentés, tandis qu'en 1894 ce chiffre s'abaisse à 26 p. c. et à 18 p. c. en 1895.

L'effet de ces changements a été, en 1893, une élévation des prix de plus de 12,000 livres sterling par semaine ; en 1894, au contraire, il y a eu diminution de 15,000 livres et encore de 30,000 en 1885.

Ajoutons qu'il est à remarquer que l'augmentation que l'augmentation des salaires en 1894 a coïncidé avec une période de ralentissement pour le commerce et, ce qui le prouve, c'est que la proportion des sans-travail parmi les membres des *Trades Unions* a été à cette époque considérable.

C'est dans l'industrie des constructions, en général, que les salaires ont eu pendant les trois dernières années, la plus forte tendance à s'élever : on est arrivé en ce sens à une proportion de 90 p. c. en 1895.

Les statistiques s'accordent, d'ailleurs, à indiquer que les heures de travail suivent un mouvement de diminution progressive. En 1893, 33,000 personnes en profitèrent ; 77,000 en 1894, et 18,000 en 1895. La différence entre 1894 et les deux autres années tient à la mise en vigueur de la loi limitant le travail à huit heures par jour dans les établissements du gouvernement.

Quant aux ouvriers ruraux, leur situation ne s'améliore pas. La baisse de leurs salaires équivaut, en effet, pour 1884, à 20,075 livres par semaine.

Aux Hommes d'Affaires

25 POUR CENT DE REDUCTION

IMPRESSIONS de TOUTES SORTES

BLANCS DE COUR,

FACTUMS,

FACTURES,

CIRCULAIRES, CARTES, ETC., ETC.

18 RUE SAINTE-THERESE.